

## **ARRÊTE PROVISOIRE N°49/2024**

### **Arrêté portant réglementation de la circulation et du stationnement Rue de Cady**

#### **Le Maire de la commune d'Epernon,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

**Vu** le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1,

**Vu** l'article R 610-5 du code Pénal,

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**Vu** la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

**Vu** la demande formulée par l'entreprise COLAS FRANCE – Agence de Chartres – 11 rue du 19 Mars 1962 – 28630 LE COUDRAY par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement 32 rue de Cady pour travaux de réparation d'une grille d'avaloir ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'entreprise COLAS FRANCE est autorisée à occuper le domaine public.

**ARTICLE 2 :**

La chaussée sera rétrécie et la circulation gérée par alternat (par panneaux B15 et C18). Stationnement interdit au droit du chantier et vitesse limitée à 30 km/h.



# 1 journée entre le Jeudi 29 Février 2024 et le Jeudi 7 Mars 2024

**ARTICLE 3 :** La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

**ARTICLE 5 :** Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

**ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Maintenon,
- M. le responsable de la Police Municipale.
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- L'entreprise COLAS FRANCE.

Date de publication en ligne : 26/02/2024

Fait à Épernon, le 22 Février 2024

Auteur : François BELHOMME- Le Maire

Par délégation du Maire,

L'Adjoint au Maire,  
Denis DURAND

PAR DELEGATION DU MAIRE  
Adjoint aux travaux,  
Environnement et développement durable  
Denis DURAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'Adjoint au Maire chargé des travaux

Mme la Conseillère Municipale déléguée à la police municipale et

à la gestion du domaine public

Service Communication

Sictom de Rambouillet - Transports d'Eure et Loir